

ABDESLAM BOUCHOUAREB AU SOIR D'ALGÉRIE : «Nous assumons les échecs et les réussites»

«Abdeslam Bouchouareb, candidat RND dans la wilaya d'Alger, est également chef de cabinet d'Ahmed Ouyahia et membre du bureau national du parti. Par ailleurs, ancien ministre et ancien président du Cnes, il nous décrypte, dans cet entretien, la stratégie du parti du Premier ministre pour l'échéance du 10 mai.

Entretien réalisé par Kamel Amarni

Le Soir d'Algérie : Le RND, notamment Ahmed Ouyahia, fait une campagne d'un officiel et non pas d'un parti. Or, le programme du gouvernement est celui de Bouteflika, pas celui du parti.

Abdeslam Bouchouareb : Le programme est celui du président de la République, cela est incontestable. Mais il est absurde de vouloir priver une formation qui a très largement contribué à la conception des moyens de sa mise en œuvre et à sa concrétisation, du mérite d'y avoir cru et d'y avoir pris part, mais aussi de la responsabilité d'assumer les échecs et les réussites. Comment peut-on, d'une part, priver quelqu'un de la reconnaissance du succès, quand, par ailleurs, on est prêt à lui infliger le désaveu en cas d'échec ?

Justement, le RND a été impliqué, depuis des années, dans la gestion des affaires publiques. N'est-ce pas un vrai boulet à l'occasion de la campagne électorale ?

Le Rassemblement national démocratique (RND) a été partie prenante dans la réalisation du programme du président de la République et fut largement un acteur dont les propositions de mise en œuvre de ce programme ont été retenues et concrétisées. D'ailleurs, pour vous donner à voir la teneur de cette opérabilité, il suffit que je vous dise que sur les 140 propositions faites par le RND, dans le cadre de son programme pour la législature 2007-2012, pas moins de 114 propositions ont été retenues et furent entièrement ou partiellement réalisées. Si je vous dis cela, c'est justement pour mieux répondre à votre question concernant les motivations qui déterminent les choix du RND pour le quinquennat à venir.

Je vous le dis en toute confiance, nous sommes fiers des réalisations de notre formation dans le cadre de sa contribution à la mise en œuvre du programme du président de la République, Monsieur Abdelaziz Bouteflika, qui fut très positive et nous donne toutes les raisons d'aller dans le sens de la continuité. Oui, nous nous inscrivons, volontiers, dans une logique de prolongement des réalisations antérieures afin de parachever l'œuvre de développement. Nous estimons que nous avons atteint une étape dans la densification de l'effort d'édification nationale qui nous permet aujourd'hui d'aller dans le sens, non plus de la construction infrastructurelle, plutôt dans le sens de la construction de la dimension humaine. C'est à cela qu'aspire le RND pour la législature prochaine.

Les jeunes sont le cheval de bataille de la plupart des formations politiques en lice pour cette échéance. Que préconise le RND en direction de cette jeunesse qui patauge dans la délinquance et la mal-vie, qui souffre de chômage et qui voit se fermer devant elle tous les horizons ?

La jeunesse et ses problèmes ont eu un effet structurant sur le programme du RND lors de la législature écoulée. Malgré cela, et malgré le fait que la quasi-totalité des propositions faites par notre formation aient été retenues et mises en œuvre en partie ou totalement, il n'en demeure pas moins qu'il y a encore fort à faire en la matière.

Il ne faut pas perdre de vue qu'en matière d'effort d'intégration économique et sociale, la jeunesse représente la frange la plus importante de la population, mais également celle qui exprime les attentes et les besoins les plus exigeants et les plus actuels. Je m'explique : lorsque vous croyez satisfaire les jeunes en leur apportant les conditions de l'emploi et de l'habitat, vous n'êtes en fait qu'à mi-chemin de cet objectif, car les jeunes aspirent à plus que cela.

Les jeunes veulent vivre au sens universel du terme. Ils veulent pouvoir s'exprimer avec leur corps, leur culture, leur esprit, à travers le sport, la musique, le voyage, les manifestations de toutes sortes et les rencontres avec le reste du monde. C'est cela être jeune aujourd'hui en Algérie qui n'est pas dans une relation d'insularité par rapport au monde. En termes plus concis, les jeunes veulent qu'on les aide à construire le rêve algérien. Et là je tiens à préciser qu'il ne s'agit pas de rêve au sens utopique, mais de rêve au sens de projet et de possibilité, pour chaque jeune Algérien, de se construire.

L'emploi est la plus grande porte d'accès vers ce rêve, car cette porte ouvre directement sur la dignité de l'individu autant qu'elle élargit ses horizons en lui permettant de se réaliser au sens plein du terme. Donc, tout en renforçant les mécanismes d'accès à l'emploi pour les jeunes, le RND entend œuvrer à ce qu'ils aient de nouveau foi dans l'Etat et ses institutions et à ce qu'ils croient à des lendemains prospères.

L'économie est au cœur de toutes les politiques en Algérie et, pourtant, nous continuons à dépendre de l'exportation des hydrocarbures à 98%, nous importons pour plus de 40 milliards de dollars en biens de consommation et d'équipement... Serait-ce à cause des reculs que nous opérons épisodiquement ?

Vous savez, il y a quelque chose de malsain dans un certain discours qui consiste à développer cette théorie de l'échec. Car plus vous renforcez, chez les gens, la conviction que notre pays a échoué, plus vous renforcez l'échec lui-même. Pourtant, ce n'est pas de cela qu'il est question. Nous ne sommes pas en train d'échouer, notre économie est en devenir et dans ce cheminement, elle se cherche encore, recule, avance à pas timides et opère des sauts qualitatifs et des replis parfois stratégiques, parfois tactiques.



Abdeslam Bouchouareb.

Photos : Samir Sid.

Pourquoi autant de reliefs pour cette économie algérienne en transition ? Eh bien, parce que simplement, l'Algérie a un modèle social fondé sur le partage auquel elle tient, tout en consentant d'aller vers l'économie de marché.

Dans cette recherche fondamentale d'équilibre entre les enjeux sociaux et les impératifs économiques, il y a une acceptation politique unanime, à mon sens, d'une durée plus importante dans la concrétisation des objectifs économiques.

Vous savez, il n'est pas difficile d'aiguiller définitivement l'économie sur une logique de marché et de compétition mondiale, mais il faut pouvoir assumer le coût social de ce forcing dont on a vu les conséquences dans les pays arabes en proie aujourd'hui à des crises majeures. On a tendance à perdre de vue que le développement économique a pour finalité la prospérité sociale.

Si vous érigez l'économie sur les ruines du social, l'instabilité et l'absence de cohésion qui en résulteront compromettent jusqu'à cette économie dont vous avez fait une priorité absolue.

Au risque de le redire, nous croyons, au RND, que c'est dans la recherche d'équilibre et par l'association de tous les Algériens que nous parviendrons à construire une économie forte et diversifiée qui donne aux populations de notre pays autant qu'elles seront en mesure de lui donner leur temps et leur énergie.

Le spectre de l'abstention plane sur ces élections marquées par une énorme désaffection vis-à-vis de la politique et des politiques. Quelle est votre évaluation de la situation ? Comment vous adaptez-vous à cette donne ?

Le RND a une éthique politique qui fonde, chez nous, une constance certaine quant à notre vision et nos objectifs de programme. Nous offrons aux Algériens non pas des promesses

utopiques, mais des engagements de programme concrets et réalisables.

Nous avons contribué, comme je le signalais plus haut, à la concrétisation de l'œuvre de développement du président Abdelaziz Bouteflika ; nous en sommes à ce point fiers et convaincus que nous nous inscrivons dans la continuité, avec un renforcement, dans notre programme actuel, de certains axes du développement qui ont vocation à promouvoir l'humain, surtout nos jeunes, à travers l'emploi, plus de formation, l'éducation, la prise en charge de la délinquance juvénile, l'encadrement associatif de la jeunesse, l'accès au logement à travers ses différentes formules, etc.

C'est là que je peux répondre à votre question en vous disant que les jeunes, dès lors que l'Algérie est en train de parachever l'œuvre de construction infrastructurelle, vont avoir une place majeure dans l'effort de développement. Ils constituent la priorité des priorités autant qu'ils sont au cœur de la cohésion sociale que nous entendons renforcer dans notre programme.

Aujourd'hui, et à l'occasion des législatives, les jeunes doivent plus que jamais s'impliquer, car ils ont leur mot à dire dans les choix qui seront exprimés au sein de la prochaine Assemblée. S'il y a une centaine de jeunes qui s'abstiennent de voter face à une dizaine d'autres qui votent et qui ne portent pas forcément les mêmes aspirations de progrès et de modernité, la dizaine, bien que minoritaire numériquement, représentera une majorité de votants et imposera au reste ses choix et ses aspirations politiques et sociétales.

Donc, plus qu'un devoir pour eux, les jeunes ont le droit de voter pour faire entendre leur voix. Il s'agit en fait, pour les jeunes, de répondre à la question de savoir dans quelle Algérie nous voulons vivre demain.

K. A.

Carnet de campagne

Dernier sprint pour les candidats. Les chefs de file des partis politiques en lice ont majoritairement choisi la capitale pour leurs derniers meetings et autres rencontres de proximité. Ultimes discours, ultimes promesses électorales avant le verdict des urnes.

Les bonnes affaires

Les agences de communication ont fait de vraies bonnes affaires pendant la campagne électorale. Les partis politiques ont fait appel à elles pour les prospectus, mais pas seulement. Les plus nantis ont également passé commande de t-shirts, d'affaires scolaires et de supports inédits qui ont boosté le chiffre d'affaires des agences de communication.

Fetwas contre fetwas

Les appels au vote se font de plus en plus insistants. Seul compte le résultat, au risque d'utiliser des procédés peu orthodoxes. Les cheikhs des zaouïas, les imams n'hésitent pas à culpabiliser les électeurs potentiels en faisant d'incroyables amalgames entre politique et religion. Certains n'hésitent pas à clamer haut et fort que le vote est un devoir religieux sans que ni le ministère des Affaires religieuses ni même la Commission de surveillance des élections ne trouvent à redire...

La bataille d'Alger

Chassé-croisé, hier à Alger, des candidats et des leaders des

partis politiques. Ils étaient, en effet, nombreux à avoir réservé leur dernier discours aux populations de la capitale. Ouyahia, Nouredine Bahbouh, Louisa Hanoune, Bounedjma, et Benbaïbeche ont tous harangué les foules hier à Alger.

Ould Abbès veille sur la santé des électeurs

Après avoir déclaré la veille que le corps médical avait l'obligation de sensibiliser les malades pour aller voter, Ould abbès revient à la charge en évoquant un dispositif sanitaire particulier «reposant sur les aspects préventif et curatif, et devant être mis en œuvre 2 jours avant le scrutin et levé 48 heures après». Ould Abbès dit qu'il ciblera les 15 millions d'électeurs, mais le ministère de l'Intérieur n'avait-il pas affirmé que le corps électoral est estimé à 21 millions ?

Belkhadem n'aime pas les «nouveaux» partis

Rebelote ! Le secrétaire général du FLN ouvre une fois de plus le feu sur les partis politiques récemment agréés. Abdelaziz Belkhadem affirmait depuis Blida que «ceux qui ne possèdent que des noms et des affiches n'apporteront pas de plus à la pratique démocratique, ils sont plutôt là pour miner le champ politique». Ses adversaires apprécieront...

Soltani drague le Sud

Le patron du MSP et non moins membre de l'Alliance pour une Algérie verte n'a d'yeux que pour le sud du pays. Depuis

Tamanrasset, il affirmait qu'il était nécessaire de revoir le découpage administratif dans les régions du Sud pour rapprocher les circonscriptions selon les exigences du développement.

Une revendication de longue date souvent exprimée par les populations du Sud...

Projection ou supputation ?

Les supputations autour du taux de participation aux prochaines échéances électorales vont bon train. Le secrétaire général du parti du Front de libération nationale (FLN) y participe également en annonçant être en mesure de se contenter d'un taux de 45%. Belkhadem déclarait que «si nous pouvions atteindre un taux de participation de 45%, je serais satisfait». Rien n'est cependant gagné...

Du renfort

Une soixantaine d'observateurs de l'Union européenne sont arrivés vendredi à Alger pour suivre le déroulement des élections législatives. Dès demain, ils vont se déployer dans les 48 wilayas du pays et préparer leur mission d'observation du 10 mai, jour du scrutin.

Cette délégation vient renforcer le travail des 40 observateurs dits de «longue durée», issus des Etats membres de l'UE, de la Norvège et de la Suisse, déployés en Algérie depuis un mois. Ils seront finalement une centaine d'observateurs de l'UE, soit deux observateurs par ville...

N. I.